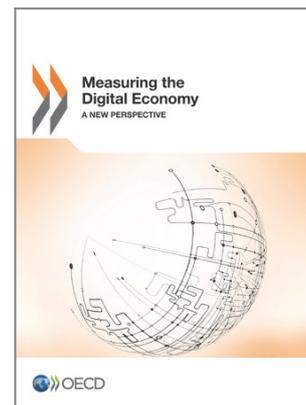


OECD *Multilingual Summaries* **Measuring the Digital Economy** **A New Perspective**

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/9789264221796-en](https://doi.org/10.1787/9789264221796-en)

Mesurer l'économie numérique **Un nouveau regard**

Résumé en français

À l'heure où la croissance piétine dans la plupart des pays, il est primordial d'observer et de comprendre le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) et celui de l'internet dans l'économie au sens large. Le rapport *Measuring the Digital Economy* utilise des indicateurs existants et les confronte aux grands enjeux de l'économie numérique, il souligne également les lacunes du cadre de mesure, évalue les progrès accomplis et propose un programme prospectif international de mesure.

Les TIC engendrent de profondes mutations économiques et sociales

Dans les pays de l'OCDE, la proportion d'internautes est passée de moins de 60 % de la population adulte en 2005 à environ 80 % en 2013, atteignant 95 % chez les jeunes, avec de forts contrastes tant au niveau national qu'international. En 2013, plus de 90 % des habitants du Luxembourg, des Pays-Bas, des pays nordiques et de la Suisse avaient accès à l'internet, contre 60 % tout au plus en Grèce, en Italie, au Mexique et en Turquie. Le fossé générationnel concernant l'utilisation de l'internet demeure généralement plus marqué dans les pays dont le développement en la matière est moins avancé.

Dans la zone de l'OCDE, les jeunes de 15 ans consacrent en temps normal environ trois heures par jour à l'internet, qu'ils sont en outre plus de 70 % à utiliser à l'école. Par ailleurs, 62 % des internautes fréquentent des réseaux sociaux et 35 % ont recours aux services d'administration électronique. Dans les pays de l'OCDE, pas loin de la moitié des individus achètent des biens et des services en ligne ; de plus, près de 20 % le font depuis un appareil mobile en Corée, au Danemark, au Royaume-Uni et en Suède.

En 2012-13, 77 % des entreprises de la zone OCDE disposaient de leur propre site ou page web et 21 % d'entre-elles proposaient des produits à la vente en ligne. À noter que plus de 80 % des entreprises faisaient usage des services d'administration électronique.

Le progrès technologique se répercute sur les taux de pénétration

L'accélération des débits, la baisse des prix et l'apparition d'appareils électroniques intelligents ont encouragé le développement de nouvelles applications à forte intensité de données. En quatre ans à peine, le nombre d'abonnés au haut débit hertzien a plus que doublé dans la zone de l'OCDE : en décembre 2013, près de trois personnes sur quatre disposaient d'un accès internet à haut débit via leur abonnement de téléphonie mobile.

Le haut débit mobile est aussi largement répandu dans bon nombre de pays émergents et d'économies moins avancées. Ainsi, en Afrique subsaharienne, le nombre d'abonnements a bondi de 14 millions à 117 millions entre 2010 et 2013.

On estime qu'en moins de deux ans, le nombre de pages consultées depuis un appareil mobile ou une tablette est passé de 15 à 30 % du total des consultations. En 2013, plus de 75 % des utilisateurs actifs de Facebook se sont connectés à ce réseau social depuis un appareil mobile.

De nets écarts internationaux, y compris dans la zone OCDE, subsistent néanmoins en matière de débits offerts et de prix pratiqués. En décembre 2013, la proportion d'abonnés au haut débit (supérieur à 10 Mbit/s) dans les pays de la zone allait de plus de 70 % à moins de 2 %. D'un pays de l'OCDE à l'autre, les utilisateurs de smartphones payent parfois jusqu'à 7 fois plus pour un même panier de services mobiles.

Les TIC dopent l'innovation industrielle et scientifique

En 2011, les industries productrices de TIC, ainsi que les secteurs de l'édition, des médias numériques et de la création de contenus ont réalisé près du quart des dépenses intérieures brutes de recherche-développement du secteur des entreprises (DIRDE) dans la zone de l'OCDE. En 2014, un tiers de l'ensemble des demandes de brevets déposées devant les principaux organismes compétents visaient des technologies liées aux TIC. Sur les dix dernières années, la proportion de brevets touchant l'extraction de données a plus que triplé ; elle a été multipliée par six pour la communication de machine à machine (M2M).

Nombreuses sont les technologies émergentes fondées sur des innovations issues du domaine des TIC. Dans les pays de l'OCDE, environ 25 % des brevets sur les TIC portent également sur d'autres domaines. Ainsi, le développement de techniques de deuxième génération, intégrant des algorithmes d'extraction de données, a fait chuter le coût de séquençage du génome humain d'un million de dollars à mille dollars, en l'espace de cinq ans à peine (2009-14).

L'économie numérique a bien résisté à la crise

En 2012, les industries de l'information représentaient approximativement 6 % de la valeur ajoutée totale, 4 % environ des emplois et 12 % des investissements fixes dans la zone de l'OCDE. La productivité du travail dans le secteur de l'économie de l'information est supérieure à la moyenne de quelque 60 %.

Le secteur des TIC affichait entre 2009 et 2012 une meilleure tenue que le reste de l'économie en termes d'augmentation nette du nombre d'entreprises, parmi lesquelles la part des entreprises à moyenne et forte croissance était relativement importante. Le taux de survie des nouvelles entreprises y était également plus élevé que dans les industries manufacturières et les services.

La crise ne semble pas avoir eu d'incidence notable sur les recettes des 250 principales entreprises de TIC au niveau mondial. Ces dernières ont toutefois réduit de manière importante leurs dépenses de recherche-développement par rapport au début de la décennie, peut-être en raison du recul progressif des activités manufacturières au profit des services.

La part des ordinateurs et des périphériques dans les exportations mondiales de TIC, qui avoisinait les 38 % en 2000, est tombée sous les 30 % en 2012, tandis que celle des équipements de communication et de l'électronique grand public est passée de 26% à 35%. Au cours de la même période, les exportations de TIC de la Chine ont crû de 4.4 % à plus de 30 % du total mondial. Toutefois, en termes de valeur ajoutée, la Chine ne représente que 17 % des exportations de TIC à l'échelle mondiale, car il lui faut importer des biens et des services intermédiaires en quantité.

La création d'emploi a été très lente

Malgré leur dynamisme, les industries TIC n'ont en matière d'emploi jamais renoué avec leur record de 2001 où elles avaient totalisé 4.1 % des actifs occupés ; en 2012, la part des actifs occupés dans ce secteur s'établissait légèrement en-dessous de 3.8 %. Cette atonie résulte de la réduction des effectifs dans les activités manufacturières et les services de télécommunication ainsi que du développement des services informatiques. À noter toutefois que dans les pays de l'OCDE, les industries TIC absorbent moins de la moitié des emplois liés aux TIC.

L'emploi total a été plus ébranlé par la crise que l'emploi dans les professions liées aux TIC. De 2003 à 2013, ce dernier a vu sa part progresser d'au moins 25 % en Australie et au Canada, de 15 % environ aux

États-Unis et de 16 à 30 % dans les pays européens de l'OCDE. Différentes études mettent toutefois en lumière de possibles effets délétères des TIC sur l'emploi, conséquences des progrès de l'automatisation et de l'apprentissage automatique.

De nouvelles compétences sont demandées pour les travailleurs, les entreprises et les utilisateurs

Alors même que l'utilisation des TIC en entreprise s'est généralisée, plus de 60 % des actifs de l'Union européenne considèrent que leurs compétences en informatique sont insuffisantes pour leur permettre de briguer un nouvel emploi, un chiffre qui s'élève à plus de 80 % parmi les populations peu qualifiées, contre moins de 40 % pour les personnes ayant fait des études supérieures. Les industries des TIC emploient en moyenne 30 % de l'ensemble des chercheurs du secteur privé, en 2012 cependant, seuls 3 % des diplômés de l'enseignement supérieur des pays de l'OCDE étaient titulaires d'un diplôme en informatique.

L'internet a ouvert de nouvelles perspectives pour l'enseignement et la formation. En 2013, 9,3 % des internautes ont suivi un cours en ligne dans l'un des 30 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, et des centaines d'établissements universitaires dispensent désormais gratuitement des programmes et des cours en ligne (MOOC).

Les compétences en matière de sécurité demandent elles aussi à être renforcées. Plus d'un tiers des internautes de l'Union européenne n'effectuent aucun achat en ligne principalement par manque de sécurité. Or en 2013, toujours dans l'Union européenne, seul un tiers environ des utilisateurs de l'internet avaient déjà modifié au moins une fois les paramètres de sécurité de leur navigateur. De même, en 2010, seuls 9 % des internautes adultes employaient un système de contrôle parental ou un logiciel de filtrage pour que leurs enfants puissent surfer sur l'internet en toute sécurité.

Mesurer l'économie numérique requiert de nouveaux outils statistiques

Si les outils statistiques actuels permettent de mesurer la diffusion des TIC, ils sont toutefois moins aptes à suivre l'émergence et l'évolution rapide de technologies ainsi que leur utilisation par les particuliers et les entreprises. Il convient de définir un programme prospectif international de mesure articulé autour de six domaines :

- 1. Améliorer la mesure de l'investissement dans les TIC et de ses liens avec les résultats macroéconomiques ;
- 2. Définir et évaluer les besoins en compétences de l'économie numérique ;
- 3. Développer des indicateurs ayant trait à la sécurité, à la protection de la sphère privée et à celle du consommateur ;
- 4. Encourager la mesure des TIC à des fins sociales et chiffrer l'impact de l'économie numérique sur la société ;
- 5. Investir dans une infrastructure de données complète et de qualité pour évaluer les incidences du numérique ;
- 6. Définir un cadre de qualité pour les activités statistiques qui soit adapté à l'exploitation de l'internet en tant que source de données.

© OECD

This summary is not an official OECD translation.

Reproduction of this summary is allowed provided the OECD copyright and the title of the original publication are mentioned.

Multilingual summaries are translated excerpts of OECD publications originally published in English and in French.

They are available free of charge on the OECD Online Bookshop www.oecd.org/bookshop

For more information, contact the OECD Rights and Translation unit,

Public Affairs and Communications Directorate at: rights@oecd.org or by fax: +33 (0)1 45 24 99 30.

OECD Rights and Translation unit (PAC)

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Visit our website www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2014), *Measuring the Digital Economy: A New Perspective*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264221796-en